

Coronavirus : les agents des finances publiques font eux aussi face à la crise

Les services des finances publiques doivent notamment assumer toutes les décisions gouvernementales et locales liées à la crise du coronavirus. / ©

VincentVoegtlin/MaxPPP

Par Marie Martin Publié le 19/03/2020 à 11:47 Mis à jour le 19/03/2020 11:57



Dans cette situation exceptionnelle engendrée par l'épidémie de coronavirus, le service public français est à pied d'œuvre. C'est le cas notamment des agents des finances publiques, très sollicités pour effectuer des missions prioritaires liés à la crise.

La notion de service public prend tout son sens dans les situations de crise. C'est le cas dans cette épidémie de coronavirus qui touche le monde entier, dont la France.

Missions prioritaires

Dans un communiqué publié ce jeudi 19 mars 2020, le syndicat Solidaires Finances Publiques Occitanie rend hommage au service public en général, mais plus particulièrement aux agents des finances publiques qui sont, dit-il, en première ligne "pour remplir des missions sans lesquelles le pays serait très rapidement en déliquescence".

Ces agents en effet font face à des missions prioritaires, comme garantir le maintien du niveau de prestation du secteur hospitalier pour ne pas arrêter la chaîne de paiement des dépenses et d'encaissement des recettes des hôpitaux publics.

Dans l'urgence actuelle, cet exercice est vital pour la population et les entreprises qui travaillent pour les hôpitaux.

Mais ils doivent aussi assumer les décisions gouvernementales concernant l'emploi et les entreprises : remboursements de crédit de TVA, reports et étalements de la TVA due, accompagnement fiscal et social, paiement des dépenses publiques dues aux entreprises. "Pour exemple, les acomptes d'Impôt sur les Sociétés arrivaient à échéance le 15 mars. Des milliers d'opérations de blocage des acomptes ou de remboursement immédiat sont réalisés en urgence par les Services des Impôts des Entreprises".

Soutien aux collectivités

Les services des finances publiques doivent aussi accompagner les collectivités territoriales dans leurs décisions : secours d'urgence pour les plus démunis par le conseil départemental ou plan chiffré d'aide aux entreprises par le conseil régional d'Occitanie.

Christian Terrance, conseiller syndical Solidaires pour la région Occitanie que nous avons joint par téléphone, explique que plusieurs centaines d'agents sont actuellement sur le pont, certains en télétravail quand cela est possible mais beaucoup aussi sur leur lieu de travail car certaines applications professionnelles exigent la présence physique.

L'aide d'urgence, c'est de la monnaie sonnante et trébuchante que l'on remet aux plus démunis, avec certes les gestes de précaution mais ce ne sont pas des machines qui peuvent le faire.

Même chose pour les 1 500 euros que le gouvernement a décidé de remettre aux travailleurs indépendants : "Qui va les faire et les donner, ces chèques ? Les agents des finances publiques, bien sûr !".

Un service public précieux

Le syndicat indique avoir pesé l'envoi de ce communiqué. En rendant hommage aux agents qui se rendent chaque jour à leur travail pour assurer ces missions, il veut aussi rappeler l'importance de ce service public mis à mal par une réforme en cours. Et de citer cet exemple : "Quand toutes les trésoreries seront remplacées par les bureaux de tabac, ce sont les buralistes qui assumeront les secours d'urgence des plus pauvres ?"

Le Président de la République et son gouvernement semblent prendre conscience de la place vitale du service public et de ses personnels. Solidaires Finances Publiques les invite à y penser dès la fin de cette crise